

**OPERATION DE CONSTRUCTION DE LA CITE DU MINISTERE DE LA
JUSTICE DE SAINT-LAURENT DU MARONI**

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE SUIVI DES
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

<p>Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)</p>

Contenu

1. Objet de l'opération et du marché.....	3
1.1 Objet de l'opération.....	3
1.2 Objet du présent marché	4
1.3 Positionnement de l'AMO DD.....	4
2. Missions confiées a l'AMO DD	5
2.1 Prestations communes à toutes les missions.....	5
2.2 Prestations spécifiques liées à la charte chantiers faibles nuisances.....	6
2.2.1 Mission MC1 – analyse de documents	7
2.2.2 Mission MC2 – suivi des mesures de communication	7
2.2.3 Mission MC3 – vérification de la mise en œuvre des mesures de limitation des nuisances et pollutions	8
2.3 Prestations spécifiques liées à la dérogation espèces protégées	8
2.3.1 Mission MA1 – suivi et encadrement de la préparation du chantier et du chantier.....	9
2.3.3 Mesure MA2 – suivi et encadrement de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de suivi.....	10

1. OBJET DE L'OPERATION ET DU MARCHÉ

1.1 Objet de l'opération

Conformément à l'engagement des Accords de Guyane, le ministère de la Justice va procéder à la construction d'un centre pénitentiaire de 495 places, d'un tribunal judiciaire, d'une antenne de la protection judiciaire de la jeunesse et d'une antenne des services pénitentiaires d'insertion et de probation, ainsi que des équipements liés, à Saint-Laurent-du-Maroni.

Le site d'implantation retenu est celui du carrefour Margot, à 7 km du centre-ville, au sein d'un des périmètres de l'opération d'intérêt national de Guyane. La surface de plancher prévue est supérieure à 40 000 m², et le site accueillera environ 500 personnels et fonctionnaires à terme.

Ce projet vise notamment à répondre aux différentes problématiques immobilières pénitentiaires et judiciaires rencontrées en Guyane française, notamment dans l'ouest. L'APIJ assure la maîtrise d'ouvrage de ce projet.



Figure 1 : Localisation du projet

Le calendrier général prévisionnel de l'opération prévoit un démarrage des travaux à l'été 2025 et une mise en service de l'établissement en 2029.

L'APIJ a attribué en 2023 un marché public global de performance (MPGP), incluant la conception, la réalisation et l'exploitation-maintenance, à un groupement dont le mandataire est l'entreprise Pizzarotti.

La maîtrise d'œuvre est assurée par Architecture Studio, membre du groupement titulaire du MGP.

Le marché global de performance comprend les missions suivantes :

- MO – PRE – Etudes préliminaires : mise au point et processus BIM
- M1 – APS – Avant-Projet-Sommaire

- M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 – APD – Avant-Projet-Définitif
- M4 – PRO – Etudes de Projet
- M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 – VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 – TRVX –Travaux
- M8 – AOR – Assistance aux opérations de réception
- M9 – MOB – Mobilier
- M10 – SIG – Signalétique
- M11 – QEB – Qualité environnementale des bâtiments
- M12 – GPA – Suivi de la GPA

1.2 Objet du présent marché

Le projet de la Cité du Ministère de la Justice de Saint-Laurent du Maroni a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique et d'une Dérogation Espèces Protégées en 2020. Cette DEP a été complétée d'un porter à connaissance en 2024. Dans la continuité, un dossier de Demande d'Autorisation Environnementale Unique est en cours d'instruction et fait l'objet d'une enquête publique. Le pouvoir adjudicateur s'est engagé à mettre en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur l'environnement. Le titulaire du marché public global de performance s'est quant à lui engagé à souscrire à une charte chantiers faibles nuisances, exigée par l'APIJ. Ces deux volets doivent permettre la réalisation d'un projet plus respectueux de l'environnement et des riverains.

Le présent marché a pour objet un ensemble de prestations concourant à l'assistance technique du maître d'ouvrage pour le suivi des enjeux relatifs à l'environnement et au développement durable. Le titulaire du marché sera nommé « AMO DD ».

1.3 Positionnement de l'AMO DD

Le marché public global de performance utilise le terme « le maître de l'ouvrage ou son représentant » pour la plupart des actes de gestion du marché correspondant.

La représentation institutionnelle du maître de l'ouvrage dans le cadre du MPGP est assurée par le directeur général de l'APIJ, et les agents de l'APIJ auxquels il aura délégué sa signature. Tout acte tendant à modifier les conditions contractuelles du marché public global de performance (dispositions relatives à la définition des prestations, du prix, du délai, du financement...) relève de la représentation institutionnelle du maître de l'ouvrage.

La représentation opérationnelle du maître de l'ouvrage dans le cadre du MPGP est assurée par les agents de l'APIJ, dans le cadre de leurs attributions, assistés par l'AMO DD. Toute procédure de gestion du MPGP dans le cadre des dispositions contractuelles arrêtées relève de la représentation opérationnelle du maître de l'ouvrage. A ce titre, l'AMO DD est reconnu représenter le maître de l'ouvrage, dans les conditions prévues par le présent marché ou amendées d'un commun accord.

2. MISSIONS CONFIEES A L'AMO DD

2.1 Prestations communes à toutes les missions

La mission du titulaire se construit sur deux axes, correspondant à la prise en compte des engagements de l'APIJ, dans le cadre des démarches administratives et environnementale, et du titulaire du MPGP dans le cadre de la charte chantiers faibles nuisances :

- Mission DIAG - réaliser un diagnostic de la faune et de la flore avant travaux
- Mission MC0 – s'assurer de l'appropriation et de l'application par le groupement de la charte chantiers faibles nuisances ;
- Mission MA0 – s'assurer du respect et de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction de compensation, d'accompagnement et de suivi auxquelles l'APIJ s'est engagée dans le cadre de la demande de dérogation relative aux espèces protégées.

Ces missions sont principalement mis en œuvre en phase de réalisation du MPGP, mais la phase de conception devra être mise à profit pour anticiper leur application.

Ainsi, l'AMO DD aura pour principaux objectifs de :

- Accompanyer la maîtrise d'ouvrage sur les sujets liés aux démarches environnementales lors de toutes les phases du projet ;
- Alerter la maîtrise d'ouvrage lors d'éventuelles dérives de l'opération par rapport aux engagements environnementaux ;
- Participer aux réunions avec les services de l'Etat visant à suivre la mise en œuvre des mesures environnementales ;
- Assister la maîtrise d'ouvrage pour veiller à la bonne application de la charte chantiers faibles nuisances ;
- Assister la maîtrise d'ouvrage pour veiller au respect de ses engagements au titre de la dérogation relative aux espèces protégées ;
- Assurer un suivi rigoureux et documenté de la réalisation du projet, rendant compte des conditions de déroulement du chantier.

Ces missions sont détaillées dans la suite du document.

Au titre de son marché le titulaire s'engage également :

- Participer à toutes les réunions et tous les entretiens nécessaires au bon déroulement de sa mission. Les documents préparés par le titulaire doivent faire l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur avant diffusion. Les réunions se dérouleront majoritairement au Kremlin-Bicêtre et en visio-conférence lors de la phase conception, et à Saint-Laurent du Maroni et/ou en visio-conférence lors de la phase réalisation. Le titulaire devra rédiger les comptes-rendus de chacune de ces réunions ;
- Réaliser une visite de chantier mensuelle en phase de réalisation du projet. Chaque visite sera suivie de la rédaction et de la transmission d'un compte-rendu au pouvoir adjudicateur sous 1 semaine. Ces comptes-rendus devront permettre de vérifier la bonne exécution des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi décrites dans le dossier dérogation espèces protégées, le respect des prescriptions de l'arrêté relatif à la dérogation espèces protégées et des engagements du MOA décrits dans l'Autorisation environnementale.
- En cas de non-conformités, d'accidents ou d'incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la dérogation relative aux espèces protégées qui sont de

nature à porter atteinte à ces espèces, rédiger un porter à connaissance à l'attention de la DGTM afin de l'informer. Dans le cas où il s'agirait d'une évolution du projet rendu nécessaire, en particulier en raison d'enjeux pour le bon fonctionnement pénitentiaire, judiciaire ou de sûreté, ce porter à connaissance devra permettre de faire valider la modification et les mesures correctives allant avec par la DGTM ;

- Rédiger un rapport de synthèse de la mise en œuvre des mesures de l'arrêté préfectoral qui sera transmis au maître d'ouvrage pour transmission à la DGTM, sur un rythme annuel au mois de janvier.

Livrables

A chaque réunion	Support de présentation et compte-rendu
A 1 mois de la notification du marché	Rapport de diagnostic de l'état de la faune et de la flore
A chaque occurrence	Porter à connaissance à visée d'information de la DGTM en cas d'évolution du projet entraînant un écart aux engagements du pouvoir adjudicateur
Mensuel	Compte-rendu de visite de chantier
Annuel	Rapport de synthèse de la mise en œuvre des mesures de l'arrêté préfectoral relatif à la dérogation espèces protégées
A la date de fin du chantier	Bilan de chantier au regard des exigences de la charte chantier faibles nuisances

2.2 Prestations spécifiques au diagnostic de l'état de la faune et de la flore - DIAG

Le site d'implantation de la cité du ministère de la justice a fait l'objet de diagnostics faune et flore en 2020 dans le cadre des études préalables au projet. A la suite de l'obtention de l'arrêté de dérogation espèces protégées, le site a été défriché. Par suite de cette modification de l'état initial du site, une zone humide (ZH) s'est développée au centre de la parcelle. Cette ZH a été caractérisée en 2024. Dans le cadre de l'autorisation environnementale, le MOA s'est engagé à réaliser un diagnostic de l'état de la faune et de la flore avant travaux et lors de la saison humide.

L'AMO DD devra réaliser un état complet du site (inventaire, prospection, hiérarchisation des enjeux). Cette étude vise à compléter la connaissance du site, en particulier en saison humide, les suivis faune-flore réalisés entre 2021 et 2024 ayant été réalisés en mars et septembre. L'étude devra permettre d'identifier et de pondérer les enjeux ainsi que, le cas échéant, les mesures compensatoires à ajouter aux mesures inscrites dans la DEP et le DAEU.

Les prospections sur site se feront à des moments différents de la journée (fréquence à déterminer dans l'offre et à préciser par le prospecteur dans son compte-rendu). Un relevé exhaustif des prospections effectuées (date, durée, conditions climatiques) sera à joindre en annexe. Le statut patrimonial des espèces sera précisé (espèces protégées, liste rouge, espèces en limite de répartition...).

La mission sera conclue par la remise d'un rapport d'étude détaillé complet.

2.3 Prestations spécifiques liées à la charte chantiers faibles nuisances - MC0

Dans le cadre du présent marché, l'AMO DD devra s'assurer du respect et de la mise en œuvre de la charte chantier faibles nuisances de la part du titulaire du marché public global de performance (MPGP).

Dès la phase de conception, le titulaire du MGP aura à charge de compléter et signer la charte. L'AMO DD devra vérifier la complétude du document, en particulier de son adéquation avec les autres

documents relatifs au marché, dont l'arrêté relatif à la dérogation espèces protégées et l'autorisation environnementale.

En phase de réalisation, l'AMO DD devra veiller, par son suivi et son analyse, à la bonne mise en œuvre des engagements de la charte chantier faibles nuisances

L'AMO DD se voit ainsi attribuer trois missions spécifiques liées à la charte chantier faibles nuisances.

2.3.1 Mission MC1 – analyse de documents

Le groupement en charge du MPGP doit rédiger ou produire un certain nombre de documents selon un calendrier qui aura été défini en accord avec l'AMO DD. L'AMO DD devra s'assurer de la bonne prise en compte de ses remarques lorsque le groupement lui délivrera une version revue et corrigée de chacun des documents ayant fait l'objet d'observations.

Sans que cette liste ne soit limitative, la mission MC1 couvre les documents dus au titre des articles suivants de la Charte Chantier Faibles Nuisances :

- Article 2.1.4 *Pièces à fournir*, dont le plan de prescriptions environnementales, le planning des nuisances, les supports d'information et de communication, les fiches sanitaires, le rapport mensuel ainsi que le carnet de bord chantier à faibles nuisances ;
- Article 4 *Gestion économe des ressources « Consommation d'énergie et de fluides »*. L'AMO DD s'assurera de la transmission hebdomadaire des relevés des consommations en eau et en électricité ;
- Article 5 *Gestion et collecte sélective des déchets*, dont le schéma d'organisation, de gestion et d'évacuation des déchets et les bordereaux de suivi d'évacuation des déchets.

Le titulaire du présent marché dispose d'1 semaine à la remise de chacun de ces documents pour formuler ses observations.

Livrables

1 semaine	Rapport d'analyse des pièces remises par le groupement au titre de l'article 2.1.4
1 semaine	Mise à jour du tableau de suivi des pièces remises par le groupement au titre de l'article 4
1 semaine	Mise à jour du tableau de suivi des pièces remises par le groupement au titre de l'article 5

2.3.2 Mission MC2 – suivi des mesures de communication

Le groupement en charge du MPGP s'engage à communiquer certaines informations par des canaux définis par la charte chantier faibles nuisances en phase préparation de chantier. L'AMO DD a pour mission de s'assurer de la bonne mise en œuvre de ces canaux d'information.

Sans que cette liste ne soit limitative, la mission MC2 couvre les dispositifs informatifs suivants :

- Article 2.1.6, *Informations des riverains* ;
- Article 2.1.6.5, *Informations des intervenants* ;
- Article 2.1.7, *Obligation de signalétique environnementale du chantier*.

Tout manquement du groupement en charge du MPGP à ses engagements en termes de communication doit immédiatement être signalé par l'AMO DD au pouvoir adjudicateur.

La constatation par l'AMO DD de la bonne mise en œuvre de ces mesures de communication se fera de façon mensuelle via le compte-rendu de visite de chantier.

Livrables

Mensuel	Compte-rendu de visite de chantier
---------	------------------------------------

2.3.3 Mission MC3 – vérification de la mise en œuvre des mesures de limitation des nuisances et pollutions

L'objectif premier de la charte chantier faibles nuisances est d'engager le groupement en charge du MPGP sur la limitation des impacts de son chantier sur son environnement et ses riverains. A ce titre, un certain nombre de mesures de limitation doit être mis en œuvre et cela entre dans le cadre de la mesure d'accompagnement et de suivi A1, citée dans le dossier dérogation espèces protégées. L'AMO DD s'assurera du respect des engagements du groupement en matière de management environnemental du chantier.

Sans que cette liste ne soit limitative, la mission MC3 couvre les mesures suivantes :

- Article 3.1 *Limitation des nuisances dues au trafic des véhicules ;*
- Article 3.2 *Limitation des nuisances acoustiques ;*
- Article 3.3 *Limitation des nuisances visuelles ;*
- Article 3.4 *Limitation des nuisances : vibrations ;*
- Article 3.5 *Limitation des nuisances : odeurs ;*
- Article 3.6 *Limitation des pollutions à proximité ;*
- Article 3.7 *Zones à gestion particulière, dont le périmètre aura été défini par le groupement du MGP en accord avec l'arrêté relatif aux espèces protégées.*

Tout manquement du groupement du MGP à ses engagements en termes de limitation des nuisances doit immédiatement être signalé par l'AMO DD au pouvoir adjudicateur.

La constatation par l'AMO DD de la bonne mise en œuvre de ces mesures de limitation se fera de façon mensuelle via le compte-rendu de visite de chantier.

Livrables

Mensuel	Compte-rendu de visite de chantier, avec suivi des actions engagées en application de la charte de chantier à faibles nuisances.
---------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

2.4 Prestations spécifiques liées à la dérogation espèces protégées - MA0

Dans le cadre du présent marché, l'AMO DD devra s'assurer du respect et de la mise en œuvre des mesures que le pouvoir adjudicateur s'est engagé à respecter dans le cadre de sa demande de dérogation relative aux espèces protégées. Ces mesures figurent en détails dans l'arrêté préfectoral de dérogation relatif aux espèces protégées. Ces mesures ont été complétées par les recommandations de l'Ae sur la demande d'autorisation environnementale.

Dès la phase de conception, le groupement du MPGP devra veiller à adapter son projet à certaines contraintes dictées par ces mesures. C'est le cas par exemple, de l'emprise du chantier, et de son calendrier. L'AMO DD veillera donc à intervenir dès les phases amont du projet pour confirmer la bonne prise en compte de l'arrêté préfectoral.

L'AMO DD se voit ainsi attribuer des missions spécifiques liées à l'arrêté de dérogation relatif aux espèces protégées.

2.4.1 Mission MA1 – suivi et encadrement de la préparation du chantier et du chantier

L'AMO DD devra accompagner le groupement de MPGP dans la mise en œuvre de son chantier, tant en phase conception qu'en phase réalisation, afin de s'assurer que les enjeux et engagements écologiques visés par l'arrêté sont pris en compte le plus en amont possible.

L'arrêté préfectoral doit être pris en compte tout au long du chantier afin que celui-ci présente des impacts contrôlés sur les milieux naturels et la faune. Cet encadrement global du chantier effectué par l'AMO DD doit en particulier prendre en compte les mesures suivantes de l'arrêté et du dossier de demande de dérogations espèces protégées :

- Mesure d'évitement E1 – Eviter le défrichement de la forêt rivulaire:
L'AMO DD devra vérifier que le groupement prenne bien en compte cette mesure pendant les phases de conception et de travaux. Il effectuera un suivi travaux (visuel uniquement).
- Mesure d'évitement E2 – Prévenir la contamination du milieu en phase travaux
L'AMO DD devra vérifier que le groupement prenne bien en compte cette mesure pendant les phases de conception et de travaux. Il effectuera un suivi travaux (visuel uniquement).
- Mesure de réduction R1 - Limiter la propagation d'espèces exotiques envahissantes
L'AMO DD devra vérifier que le groupement prenne bien en compte cette mesure pendant les travaux. Il effectuera un suivi travaux (visuel uniquement).
- Mesure de réduction R2 – Limiter la pollution lumineuse (trame noire)
L'AMO DD devra vérifier que le groupement prenne bien en compte cette mesure pendant les travaux.
- Mesure de réduction R3 - Limiter le bruit des travaux
L'AMO DD devra vérifier que le groupement prenne bien en compte cette mesure pendant les travaux.
- Mesure de réduction R4- Travaux hors période de reproduction de l'avifaune pour le défrichement et le décapage
En amont et le jour de l'abattage des arbres, l'AMO DD devra effectuer une reconnaissance pour vérifier la présence/absence d'individus. L'AMO DD effectuera également pendant la durée du chantier un suivi des populations des espèces ou groupes d'espèces concernées.
- Mesure de réduction R5 – Défrichement progressif
L'AMO DD devra vérifier que le groupement prenne bien en compte cette mesure pendant les travaux. Il effectuera un suivi travaux (visuel uniquement).

Dans le cadre de ses missions, le groupement devra mettre en œuvre des mesures de compensation, d'accompagnement et de suivi sur le terrain du projet. L'AMO DD veillera à accompagner le groupement dans la mise en œuvre de ces mesures, et à encadrer leurs travaux de réalisation.

Ces mesures sont :

- Mesure de compensation C1 – Enlèvement/traitement d'espèces exotiques envahissantes
L'AMO DD devra vérifier que le groupement prenne bien en compte cette mesure pendant les phases de conception et de travaux. Il effectuera un suivi travaux (visuel uniquement).

- Mesure de compensation C3 – Création d'un bassin végétalisé au sud des aménagements

L'AMO DD devra vérifier que le groupement prenne bien en compte cette mesure pendant les phases de conception et de travaux. Il effectuera un suivi travaux (visuel uniquement).

Ce bassin fera l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la mission A2.

- Mesure d'accompagnement et de suivi A1 – Organisation administrative du chantier

Cf. mission MC3

Outre le compte-rendu de visite de chantier mensuelle, l'AMO DD communiquera ses analyses et observations sur chacune des mesures listées ci-dessus dès que possible, tant au groupement du MPGP qu'au pouvoir adjudicateur.

Livrables	
Mensuel	Compte-rendu de visite de chantier
	Tableau de suivi des actions engagées pour l'ensemble des mesures
	Rapport d'analyse de la proposition des essences retenues pour les aménagements paysagers
	Rapport d'analyse des solutions techniques prévues par le groupement pour répondre aux mesures de l'arrêté préfectoral

2.4.2 Mesure MA2 – suivi et encadrement de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de suivi

L'AMO DD effectuera le suivi des mesures d'accompagnement , décrites dans le dossier dérogation espèces protégées :

- Mesure de compensation C2 – Mise en place des mesures de protection du périmètre APB des sables blancs à Mana

La MOA a signé une convention avec l'ONF pour ces mesures de protection. L'AMO DD devra assurer le suivi de cette mesure pendant la durée de la convention.

Livrables	
Annuel	Compte-rendu relatif aux actions menées par l'ADNG

- Mesure de compensation C4 – Contribution à l'acquisition de 15 ha sur la savane Sarcelle par le Conservatoire du Littoral
- Mesure de compensation C5 – Financement de la réouverture de casiers sur les rizières de Mana

La MOA s'est engagée auprès du Conservatoire du Littoral pour une contribution à l'achat et à la réouverture de casiers sur les rizières de Mana. L'AMO DD devra assurer le suivi de cette mesure pendant la durée de la convention.

Livrables	
Annuel	Compte-rendu relatif aux actions menées par le Conservatoire du Littoral

- Mesure d'accompagnement et de suivi A2 - Suivi de l'évolution de la faune suite aux mesures de réduction et de compensation.

L'arrêté DEP intègre une mesure d'accompagnement consistant à suivre l'évolution de la faune et de la flore sur 3 années suite à la défriche du site. Dans son avis sur le dossier d'autorisation environnementale, l'Autorité Environnementale a préconisé de poursuivre ce suivi pendant toute la durée des travaux.

L'AMO DD devra suivre l'évolution de la faune, notamment la dynamique de population des espèces d'oiseaux protégées visées, à raison d'une journée de prospection par saison et par an pendant 4 ans.

Chaque journée de prospection fera l'objet de comptes rendus qui seront transmis au maître d'ouvrage ainsi qu'au service Paysages, Eau et Biodiversité de la Direction Générale des Territoires et de la Mer.

Livrables

Sous 1 semaine,
après le passage
sur site (4 fois par
an- pendant 4
ans) Compte-rendu relatif à l'état et suivi de la faune

- Mesure d'accompagnement et de suivi A3 – Mesures visant à améliorer la sensibilisation du public aux enjeux environnementaux à Saint-Laurent du Maroni

La MOA a signé une convention avec l'Association pour la Découverte de la Nature en Guyane (ADNG) pour la réalisation d'actions permettant la sensibilisation du public aux enjeux environnementaux.

L'AMO DD devra assurer le suivi de la mise en œuvre de cette convention et de ses missions.

Livrables

Annuel Compte-rendu relatif aux actions menées par l'ADNG

2.4.3 Mesure MA3 – formation des personnels en charge de l'entretien des espaces verts

Les mesures R1, R4 et C1 doivent être poursuivies lors de la phase exploitation de la CMJ.

L'AMO DD assurera une formation pour les personnels en charge de l'entretien des espaces verts de la cité du ministère de la justice au démarrage du marché d'exploitation-maintenance. Ces formations concerneront :

- La reconnaissance et le traitement des espèces exotiques envahissantes ;
- Les enjeux de l'entretien des arbres et de la végétation avec la vérification d'absence de nidification.

Livrables

A la livraison Formation des personnels d'entretien de la CMJ